



MEXIQUE

Système Electoral

Inscription électorale : Le vote est formellement obligatoire, mais sans application de sanctions. Pour la première fois, les résidents à l'étranger possédant déjà une carte électorale ont pu voter par voie postale, uniquement pour l'élection du Président.

Président : élu au suffrage universel direct, à un tour, pour une période de 6 ans, sans réélection.

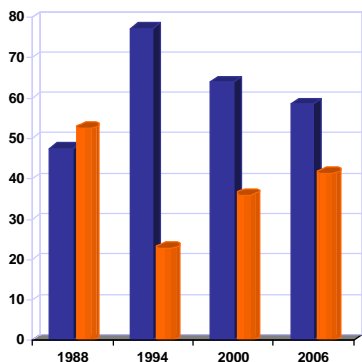
Députés : Système Mixte. 300 députés élus à la majorité simple; 200 députés élus à la proportionnelle à partir de cinq circonscriptions nationales. La Chambre se renouvelle entièrement tous les trois ans, sans réélection.

Sénateurs : Système Mixte. 128 Sénateurs: 4 Sénateurs par État (31 États + le District Fédéral) avec 2 sénateurs élus à la majorité simple, 1 sénateur pour la première minorité dans chaque état et 32 Sénateurs élus à la proportionnelle à partir d'une circonscription nationale. La Chambre se renouvelle entièrement tous les 6 ans, sans réélection.

Partis Politiques

	Partido Alternativa Socialdemócrata PAS	
	Partido de la Revolución Democrática PRD	
	Partido del Trabajo PT	Alianza por el bien de todos
	Partido Convergencia por la Democracia CD	
	Partido Revolucionario Institucional PRI	
	Partido Verde Ecologista de México PVEM	Alianza por México
	Partido Acción Nacional PAN	
	Partido Nueva Alianza PANAL	

Taux d'abstention



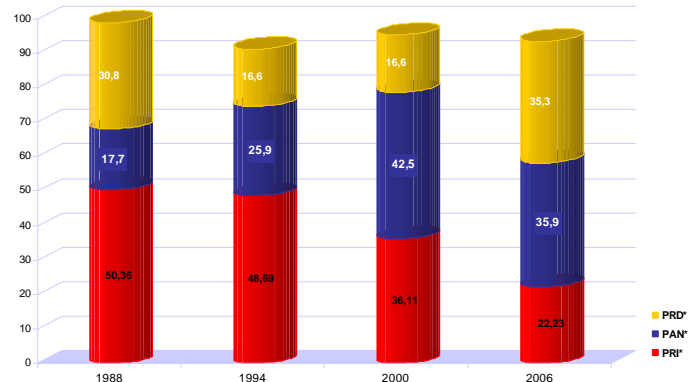
Évolution du Taux d'abstention et de participation électorale aux élections présidentielles, 1988-2006*

■ Votes Exprimés (% / Liste Nominale Nationale)
■ Abstention (Différence en % des votes exprimés / Liste Nominale Nationale)

Élections présidentielles

Président	Coalition (Parti)	Période	Durée du mandat
Carlos Salinas	Partido Revolucionario Institucional	1988-1994	6 ans
Ernesto Zedillo	Partido Revolucionario Institucional	1994-2000	6 ans
Vicente Fox	Alianza por el Cambio (Partido Acción Nacional - Partido Verde Ecologista de México)	2000-2006	6 ans
Felipe Calderón	Partido Acción Nacional	2006-	6 ans

Historique des dernières élections présidentielles - Valeurs en %

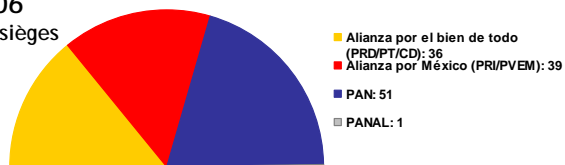


*En 1988 PRD = Frente Democrático Nacional; en 2000 PRD=Alianza por México et PAN = Alianza por el cambio; en 2006 PRD = Alianza por el bien de todos et PRI = Alianza por México

Élections législatives

Sénat 2006

Nombre de sièges



Élaboration Propre (Senado de la Republica)

Chambre de députés 2006

Coalition-Parti	%	Élus
A. - PAN	41,2%	206
B. - Alianza por el bien de todos (PRD/PT/CD)	31,6%	158
C. - Alianza por México (PRI/PVEM)	24,6%	123
D. - PANAL	1,8%	9
E. - PAS	0,8%	4



Dénouement : une élection de plus en plus serrée et polarisée

La campagne a été marquée par l'affrontement de deux projets bien différents. D'une part, Andrés Manuel López Obrador, ancien Maire de la Ville de Mexico et favori des sondages jusqu'aux derniers mois de la campagne, a vivement dénoncé le modèle économique en vigueur et la pauvreté et les inégalités sociales du pays, tout en se réclamant d'un héritage nationaliste et de justice sociale. Prônant des mesures en faveur d'une protection sociale accrue et de grands travaux d'infrastructure, la campagne de López Obrador a maintenu un ton d'affrontement avec le gouvernement fédéral, le secteur patronal et financier, au sein d'une campagne caractérisée par les rassemblements dans les places publiques du pays plutôt que par la mise en valeur de l'arène médiatique.

D'autre part, le projet de Felipe Calderón s'est inscrit dans la continuité du modèle économique en place, tout en mettant l'accent sur le besoin de politiques en faveur de l'emploi, la simplification du système fiscal et la libéralisation économique des marchés du travail et de l'énergie. Calderón et son parti n'ont pas hésité à faire appel à des campagnes médiatiques sévères, présentant López Obrador comme un populiste semblable à Hugo Chávez et donc un 'danger pour le Mexique'. Finalement, la candidature de Roberto Madrazo au sein d'une alliance entre le PRI et le PVEM, n'a pas rassemblé des appuis considérables du fait de la mauvaise image du candidat face aux électeurs, des divisions internes du PRI et à plusieurs scandales de corruption visant des gouverneurs ou des ex-gouverneurs du parti.

Bénéficiant d'un appui croissant du secteur patronal, et d'une intervention intermittente du Président Fox contre le candidat du PRD, l'avantage considérable de ce dernier a reculé à partir de mars 2006. Dans ce contexte, le refus de López Obrador de participer à un débat télévisé crucial, plusieurs dérapages verbaux et en général une réticence à modifier sa stratégie de campagne se sont révélées fatales. L'écart entre Calderón et López Obrador semblait déjà très étroit à la veille de l'élection.

Enjeux : une jeune démocratie mise à l'épreuve

Le résultat de l'élection a en effet été très serré, donnant à Calderón (35,89%) un avantage d'à peine 0.56% sur López Obrador (35.33%). Ce dernier a immédiatement exigé un recompte total des voix et a dénoncé une fraude électorale, ainsi que l'intervention 'illégitime' du gouvernement fédéral et du secteur patronal au long de la campagne. Après une révision de 9% des voix ordonnée par le Tribunal Fédéral Electoral, l'étroite victoire de Calderón a été confirmée par les institutions électorales et juridictionnelles mexicaines. López Obrador a toutefois dénoncé le résultat et a appelé ses fidèles à la mobilisation. Se proclamant Président 'légitime', la dénonciation d'une démocratie 'de façade' semble situer López Obrador dans une logique contestataire ouverte visant à entraver la capacité de gouverner de Calderón. Toutefois, au sein du PRD la tension monte entre ceux favorables à capitaliser les positions considérables qu'a obtenu le parti au sein du pouvoir législatif, et ceux préférant appuyer le mouvement de contestation animé par López Obrador.

L'élection de 2006 a reconduit un Congrès sans majorités. Ceci a été le cas depuis 1997, obligeant l'exécutif à une négociation perpétuelle avec le législatif, sans que la formation de coalitions stables ait vu le jour. A court terme, cette situation ne semble pas avoir changé étant donné la non reconnaissance du PRD de la victoire de Calderón et un PRI qui, affaibli et divisé. Dans ce contexte, même avec l'appui du PRI dans quelques domaines ponctuels, la tâche de Calderón s'avère difficile.

Loin de confirmer une consolidation de la démocratie au Mexique, l'élection de 2006 l'a sévèrement mise à l'épreuve. Si le maintien du modèle économique et de la stabilité macroéconomique semblent probables sous l'égide de Calderón, ceci reste très insuffisant aux yeux d'une partie des électeurs qui n'en ont pas vu les bénéfices et qui, en partie, croient sincèrement qu'une fraude électorale leur a volé la victoire. Alors que la polarisation sociale est considérable, la difficulté à négocier des réformes ou des compromis entre les principaux partis rendent difficile une sortie rapide de cette crise.

Politique extérieure: et maintenant?

Outre une défense par tous les candidats des '*paisanos*' vivant aux États-Unis et des migrants quittant le pays pour les rejoindre, la politique étrangère n'a pas été un sujet saillant au long de la campagne. Pourtant, le gouvernement de Vicente Fox a eu une politique dont les résultats sont mitigés. Malgré un début prometteur, la négociation d'un accord avec les États-Unis concernant le statut des migrants mexicains s'est essoufflée peu à peu, d'abord avec le changement de cap dans la politique étrangère de États-Unis après le 11 Septembre 2001, puis en 2003 avec l'opposition du Mexique à la guerre en Irak au sein du Conseil de Sécurité, et enfin avec un sentiment anti-immigration aux États-Unis de plus en plus fort. Les relations avec plusieurs pays latino-américains ont aussi connu quelques tensions en raison des positions libre-échangistes du gouvernement mexicain (assez impopulaires dans la région ces derniers temps) et surtout des rivalités personnelles de Vicente Fox avec plusieurs de ses homologues. Durant la campagne, peu de propositions concrètes ont été entendues. Pourtant, d'importants défis demeurent: le sort des migrants mexicains, le trafic de drogues depuis et à travers le territoire mexicain, une intégration au delà de l'ALENA qui permette de tirer plus de bénéfices de l'intégration des économies mexicaine et américaine, entre autres.

D'autre part, en 2006, les mexicains vivant à l'étranger et possédant déjà une carte électorale ont pu voter pour la première fois et participer à l'élection du Président. Hâtivement approuvée à la fin de 2005, cette réforme tardive, timide et pas suffisamment diffusée n'a produit que 33 111 votes, à peine 0.08% du vote total. La participation des '*paisanos*' a été bien moindre que prévue, ce qui laisse une question ouverte: cette maigre participation serait-elle due à la nature précipitée et limitée de la réforme adoptée au Mexique, ou bien traduit-elle -contrairement aux déclarations des associations de migrants aux États-Unis-- un intérêt finalement assez limité de la part des migrants mexicains pour la politique dans leur pays d'origine?